

“ LES CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPÉEN DE BRUXELLES DES 16 ET 17 JUIN ”

cours des 27 juin et 2 juillet 2005

Y aura-t-il un Plan D ? D comme démocratie. C'est ce que certains suggèrent lors du Conseil européen de Bruxelles sur fond de crise après le rejet de la constitution par la France et les Pays-Bas. Affrontement entre la France et la Grande-Bretagne notamment : Jacques Chirac refuse de lier la question du rabais britannique à une révision de la Politique agricole commune.

Le visage harassé mais souriant, entouré par les Présidents de la Commission et du Parlement européen, Jean-Claude Juncker dévoile hier soir l'accord politique conclu entre les 25 sur la constitution.

(Jean-Claude Juncker : Président en exercice de l'Union européenne)

“ Nous estimons que le processus de ratification doit continuer. Il n'y aura pas de meilleur traité. Et donc, il ne saurait y avoir ne fût-ce que la perspective d'une renégociation prochaine. ”

Ajouter du temps au temps, dira encore Juncker, réfléchir, dialoguer avec les citoyens et les sociétés civiles. Chaque État restera libre de son calendrier. Dans l'intervalle, Bruxelles improvise un Plan D.

(José Manuel Barroso : Président de la Commission européenne)

“ Nous allons écouter. Nous sommes à l'écoute. C'est le Plan D des démocraties, de débat, de dialogue. Mais attention ! L'Union européenne ne s'arrête pas. ”

Officiellement, le mot “pause” jugé trop péjoratif est banni. Pourtant, dès les premiers coups de minuit, le Premier ministre danois est le premier à jeter l'éponge et à annoncer le report.

(Anders Fogh Rasmussen : Premier ministre danois)

“ Cela n'a pas de sens de demander aux Danois de voter oui ou non si l'on ignore tout sur l'avenir du traité. ”

Ce matin, les 25 se retrouvaient pour parler finance. Pour Jacques Chirac, l'unité et la cohésion manifestées hier devraient s'imposer dans la négociation budgétaire. Un vœu pieux dans le climat général d'eurosepticisme.

(Goran PERSSON : Premier ministre suédois)

“ Je reste pessimiste. Nous ne devons pas chercher à forcer un accord. Nous avons le temps. ”

Et pourtant sur le budget, les 25 ont l'ardente obligation de conclure. Pas tellement pour des raisons comptables mais pour envoyer un signal politique fort aux citoyens.